



**SACEM LUXEMBOURG**

Société civile

R.C.S. Luxembourg E450

Rapport de transparence, comptes annuels  
et rapport du réviseur au 31 décembre 2018

## Contenu

- Rapport de transparence 1
- Rapport sur les activités de l'exercice 7
- Rapport du réviseur d'entreprises 11
- Comptes annuels 14
  - Bilan, comptes de profits et pertes et tableau des flux de trésorerie
  - Annexe aux comptes annuels

# RAPPORT DE TRANSPARENCE Exercice 2018



Toute reproduction de ces documents, même partielle, est formellement interdite

**Le rapport de transparence a été établi conformément à l'article 23 de la loi relative à la gestion collective des droits d'auteur et des droits voisins et l'octroi de licences multi territoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur et portant modification de la loi modifiée du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données.**

**1° Etats financiers comprenant un bilan ou un compte de patrimoine, un compte des recettes et dépenses de l'exercice et un tableau des flux de trésorerie ;**

Comptes de l'exercice clos au 31/12/2018 de la SACEM Luxembourg et Rapport sur les comptes annuels établis par le réviseur agréé PFK Audit & Conseil Luxembourg.

**2° Rapport sur les activités de l'exercice ;**

Le rapport sur les activités de l'exercice a été annexé à la fin du rapport de transparence.

**3° Nombre de refus d'octroyer une autorisation d'exploitation conformément aux dispositions du 3ième paragraphe de l'article 17 ;**

SACEM Luxembourg n'a refusé aucune autorisation au cours de l'exercice 2018

**4° Description de la structure juridique et de la gouvernance de l'organisme de gestion collective ;**

Société civile régie par le Code Civile

La société est administrée par un Conseil d'administration dont les 3 membres sont élus par l'Assemblée générale.

Le Conseil d'administration nomme un Directeur General qui est le gérant de la SACEM Luxembourg.

Les activités du Conseil d'administration et du Directeur General sont contrôlées par le Conseil de surveillance dont les 2 membres sont élus par l'Assemblée générale.

**5° Liste des personnes morales que l'organisme contrôle au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, ainsi que le montant du capital, la quote-part de capital détenue, le résultat du dernier exercice clos, et la valeur comptable nette et brute des titres détenus ;**

Non applicable

**6° Informations concernant la somme totale de la rémunération versée au cours de l'année précédente aux personnes visées à l'article 10, paragraphe 3, et à l'article 11, ainsi que les autres avantages qui leur ont été octroyés ;**

Les membres du Conseil de Surveillance ne perçoivent aucune rémunération pour leur fonction.

**7° Informations financières suivantes :**

- a. Informations financières sur les revenus provenant des droits, ventilées par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation (par exemple, la radiodiffusion, la diffusion en ligne, l'exécution publique), y compris des informations sur les recettes résultant de l'investissement des revenus provenant des droits et l'utilisation de ces recettes (si elles sont distribuées aux titulaires de droits ou aux autres organismes de gestion collective, ou utilisées autrement) ;

<b>COLLECTES K€</b>	
<b>Total</b>	17 956
TV/Radio	15 284
Droits généraux (	1 706
International	877
En ligne (Online)	5
Phono/Video	83

- b. Informations financières sur le coût de la gestion des droits et des autres services fournis aux titulaires de droits par les organismes de gestion collective, avec une description complète au moins des éléments suivants ;

- i. Tous les frais de fonctionnement et les frais financiers, ventilés par catégorie de droits gérés, et lorsque les coûts sont indirects et ne peuvent être attribués à une ou plusieurs catégories de droits, une explication de la méthode suivie pour l'attribution de ces coûts indirects :

<b>Charges nettes K€</b>	
Charges opérationnelles et de personnel	620
Dotations aux provisions et amortissements	50
<b>Total des charges</b>	<b>670</b>

Les frais de fonctionnement ci-dessus, n'incluent pas le montant des sommes alloués par Sacem Luxembourg au titre l'actions culturelles pour 125.000€, voir point 8°

- ii. Frais de fonctionnement et les frais financiers, ventilés par catégorie de droits gérés, et lorsque les coûts sont indirects et ne peuvent être attribués à une ou plusieurs catégories de droits, une explication de la méthode suivie pour l'attribution de ces coûts indirects, correspondant uniquement à la gestion des droits, y compris les frais de gestion déduits ou compensés à partir des revenus provenant des droits ou des recettes résultant de l'investissement des revenus provenant des droits conformément à l'article 12, paragraphe 3, et à l'article 13, paragraphes 1er, 2 et 3 ;

Cf. i

- iii. Frais de fonctionnement et les frais financiers relatifs aux services, autres que la gestion des droits, mais comprenant les services sociaux, culturels et éducatifs ;

Le coût de fonctionnement relatifs aux services culturels est

marginal par rapport au coût de la gestion collective des droits.

iv. Ressources utilisées pour couvrir les coûts :

Les ressources sont les prélèvements sur droit, soit un montant de 652.8K€ pour l'exercice 2018

Dans la mesure où l'activité a un caractère purement civil, la société ne réalise aucun résultat. Conformément aux dispositions statutaires, au cas où le produit des prélèvements laisserait le compte de gestion excédentaire ou déficitaire au 31 décembre d'un exercice, cet excédent ou ce déficit est reporté à nouveau selon le cas comme première ressource ou comme première charge du compte de gestion de l'exercice.

v. Déductions effectuées sur les revenus provenant des droits, ventilées par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation, ainsi que la finalité de ces déductions, c'est-à-dire si elles correspondent à des coûts relatifs à la gestion des droits ou à des services sociaux, culturels et éducatifs :

**Financement des charges**

Type d'utilisation	Prelevements sur droits en K€
Total	652.8
TV/Radio	422.3
Droits generaux	213.3
International	13.6
En ligne (Online)	0,6
Phono/Video	3
Autres	18,6

Ces déductions viennent en couverture des charges exposées pour la gestion des droits

vi. Pourcentage que représente le coût de la gestion des droits et des autres services fournis aux titulaires de droits par les organismes de gestion collective par rapport aux revenus provenant des droits de l'exercice concerné, par catégorie de droits gérés, et lorsque les coûts sont indirects et ne peuvent être attribués à une ou plusieurs catégories de droits, une explication de la méthode suivie pour l'attribution de ces coûts indirects ;

Le montant des prélèvement sur droit par rapport au montant total des droits collectés est de 3,64%.

c. Informations financières sur les sommes dues aux titulaires de droits, accompagnées d'une description complète au moins des éléments suivants :

i. Somme totale attribuée aux titulaires de droits avec une ventilation par

catégorie de droits gérés et par type d'utilisation ;

Le montant total des sommes collectées au titre de l'exercice 2018 a été intégralement attribué au cours de ce même exercice

- ii. Somme totale versée aux titulaires de droits avec une ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation ;

Le montant des sommes effectivement versées aux titulaires des droits est de 17.2M€

- iii. Fréquence des versements, avec une ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation ;

Les droits collectés par SACEM Luxembourg sont repartis mensuellement aux titulaires de droits.

A noter, Sacem Luxembourg procède aussi au paiement des droits dus aux sociétaires résidant au Luxembourg selon le calendrier suivant :

Les répartitions sont trimestrielles et concernent les périodes de collecte différentes selon le type d'utilisation :

- TV / Radio : semestriellement, sauf TNT et chaînes thématiques qui sont repartis une fois par an ;
- Droits généraux : semestriellement, sauf les cinémas, la sonorisation de lieux publics, et certaines catégories de spectacles qui sont repartis trimestriellement ;
- Copie privée : semestriellement ;
- International : semestriellement et à partir de fin 2019 trimestriellement ;
- Online : trimestriellement ;
- Phonogramme / Vidéogramme : semestriellement, sauf exceptions marginales.

- iv. Somme totale perçue mais non encore attribuée aux titulaires de droits, avec une ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation, en indiquant l'exercice au cours duquel ces sommes ont été perçues ;

Non applicable

- v. Somme totale attribuée mais non encore distribuée aux titulaires de droits, avec une ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation, en indiquant l'exercice au cours duquel ces sommes ont été perçues ;

Le montant des droits repartis mais non encore versés aux titulaires de droits est de 740 K€

- vi. Lorsqu'un organisme de gestion collective n'a pas effectué la distribution et les versements dans le délai fixé à l'article 14, paragraphe 1<sup>er</sup>, les motifs de ce retard ;

Non applicable

- vii. Total des sommes non distribuables, avec une explication de l'utilisation qui en a été faite ;

Non applicable (SACEM Luxembourg verse la collecte totale nette de sa commission au titulaire du droit).

- d. Informations sur les relations avec d'autres organismes de gestion collective avec une description au moins des éléments suivants :

- i. Sommes reçues d'autres organismes de gestion collective et les sommes versées à d'autres organismes de gestion collective, avec une ventilation par catégorie de droits et par type d'utilisation ainsi que par organisme ;

Le montant des sommes reçues d'autres organismes est de 3.6K€  
Le montant des sommes repartis à d'autres organismes est 17.95M€  
( cf. 7° a)

- ii. Frais de gestion et autres déductions effectuées sur les revenus provenant des droits dus à d'autres organismes de gestion collective, avec une ventilation par catégorie de droits et par type d'utilisation ainsi que par organisme ;

Cf. 7° b v → Financement des charges

- iii. Frais de gestion et autres déductions effectuées sur les sommes versées par d'autres organismes de gestion collective, avec une ventilation par catégorie de droits et par organisme ;

Aucun frais

- iv. Sommes distribuées directement aux titulaires de droits provenant d'autres organismes de gestion collective, avec une ventilation par catégorie de droits et par organisme.

Non significatif

**8° Rapport spécial portant sur l'utilisation des sommes déduites aux fins de services sociaux, culturels ou éducatifs, contenant au moins les informations suivantes :**

Non applicable

Sacem Luxembourg ne déduit pas, du montant des droits collectés, des sommes à des fins de services sociaux, culturels ou éducatif.

Cependant, il est à noter que SACEM Luxembourg bénéficie, dans le cadre d'une convention conclue avec la SACEM, d'un budget de 125.000€ pour financer une action culturelle au Luxembourg. En 2018, la SACEM Luxembourg a soutenu ainsi 86 projets.



# RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DE L'EXERCICE

## USAGERS DES DROITS

---

### PERCEPTIONS DIRECTES – NATIONALES

La perception directe au Luxembourg s'élève en 2018 à **4 533 K€**. Ce montant ne prend, cependant, en compte que les droits d'auteurs perçus au Luxembourg pour des diffusions et reproductions d'œuvres du répertoire de la société mère de droit français SACEM s.c. et des répertoires des sociétés de gestion collective avec lesquelles ladite société a des accords de réciprocité sur le territoire du Luxembourg.

Dans le secteur des **droits généraux** qui regroupe les collectes pour la sonorisation des lieux publics et les manifestations musicales sur le territoire du Luxembourg, la collecte des redevances a connu une croissance de 11.9% par rapport à l'année 2017 et elle se chiffre à un total de **1 702 K€**.

Dans ce segment on retrouve également la collecte en provenance des lieux publics sonorisés qui sont croissante avec une collecte générale de **760 K€**. Les exploitants des lieux sonorisés reconnaissent l'impact positif de la diffusion de musique dans les différents commerces. Un autre facteur important dans ce secteur est notre présence sur le terrain. Au total la SACEM Luxembourg a fait plus de **2500 visites** en 2018.

La diffusion de musique dans des bars à musique organisant des soirées musicales continue de progresser aussi en 2018 au détriment des discothèques à l'égard desquelles, malgré une perception stable effectuée par la SACEM Luxembourg, les relations avec les exploitants sont souvent serrées.

Pendant l'exercice 2018, la SACEM Luxembourg a autorisé des diffusions musicales dans **2.088 concerts** et **991 manifestations** ayant recours à la musique d'auteurs, compositeurs et éditeurs représentés par la SACEM Luxembourg. Au total, la collecte auprès des organisateurs s'élève en 2018 à **765 K€**.

Les collectes dans le secteur des bals et les fêtes populaires stagnent étant donné qu'il s'agit d'un secteur difficile avec une baisse du nombre de manifestations organisées, notamment liée au changement des modes de consommation du public qui s'oriente vers d'autres formes d'événements pour consommer la musique.

La perception auprès des radiodiffuseurs nationaux a atteint **952 K€**. Cette évolution négative (-2.17%) s'explique principalement par une diversification des investissements des annonceurs dans des médias distincts.

Le Luxembourg reste un pays des autoproductions et le nombre de reproductions est resté stable en 2018 par rapport à 2017. La collecte au titre de la SDRM a tendance à baisser comme la reproduction physique devient de plus en plus obsolète. La collecte pour 153 demandes introduites, pour un total de 108 000 exemplaires reproduits, représente en 2018 : **50 K€**

La collecte des redevances dans le dossier câble, s'élève à **14 331 K€** dans lequel la SACEM Luxembourg gère l'administration de la collecte en relation avec les différents titulaires de droits

impliqués et les opérateurs actifs sur le territoire luxembourgeois, est croissante depuis des années à la suite des déclarations du nombre d'abonné des opérateurs et l'indexation du montant de base.

Tous les opérateurs d'IPTV offrent dorénavant des nouveaux services comme notamment les diffusions simultanées sur réseau (*live tv everywhere*), les fonctions de *start-over* (recommencer une émission déjà lancée), la fonction de *catch-up* pendant 7 jours et la fonction des *multi-screens* (provenant du même signal sur différents appareils de captation)

L'évolution de la technologie Internet et le développement des infrastructures permettent aux opérateurs IPTV de prendre une plus grande place sur la totalité du marché, en effet le secteur IPTV représente **48%** du marché luxembourgeois.

La SACEM Luxembourg est mandatée pour percevoir auprès des opérateurs les sommes dues au titre de la redevance câble pour l'ensemble des titulaires de droits. Cet ensemble regroupe les radiodiffuseurs, l'ALGOA (association luxembourgeoise de gestion d'œuvres audiovisuelles) et les sociétés d'auteurs (SACEM, SACD, SCAM, ADAGP).

Elle assure la répartition des sommes perçues entre les différents titulaires de droits et agit en tant qu'intermédiaire entre ces derniers et les opérateurs.

La collecte des redevances dans le dossier Internet reste marginale dans la mesure où le marché purement local n'est pas très attractif pour les services IT. Parallèlement la SACEM Luxembourg fait partie du Armonia HUB avec lequel les contrats internationaux pour licences pan-européenne sont négociées.

## PERCEPTIONS INTERNATIONALES

La SACEM Luxembourg gère la collecte des droits de reproduction et de diffusion de certains radiodiffuseurs internationaux domiciliés au Grand-Duché de Luxembourg.

En 2018, la perception auprès des radiodiffuseurs internationaux gérés par SACEM Luxembourg s'élève à **594 K€**

## CONCLUSION :

La SACEM Luxembourg a réussi en 2018 une perception brute de **17 955K€** pour l'ensemble des titulaires de droits dont elle gère la collecte des droits.

La SACEM Luxembourg a su développer son activité au niveau de ses collectes purement luxembourgeoises.

Le dossier câble et les dossiers internationaux sont porteurs du succès néanmoins les collectes purement nationales deviennent de plus en plus importantes sur l'ensemble des activités de la SACEM Luxembourg. Avec plus de **7 000** clients dans tous les secteurs de perception confondus une gestion prudente reste une priorité de la SACEM Luxembourg.

## RELATIONS SOCIÉTAIRES

---

Au 31 décembre 2018, la SACEM Luxembourg comptait 1087 **sociétaires** résidant au Luxembourg et dont elle assure la gestion des dossiers en collaboration avec la SACEM.

Le nombre croissant d'adhérents à la SACEM démontre une fois de plus l'importance que portent les créateurs luxembourgeois à la gestion collective. Aussi en 2018 plus de **60** créateurs sont devenus membres à la SACEM via la SACEM Luxembourg

La SACEM Luxembourg a pu verser, en 2018, des droits d'auteur à hauteur de **969 K€** à **550** différents ayants droits résidant au Luxembourg. Cette évolution s'explique principalement par les efforts que l'équipe de la SACEM Luxembourg ensemble avec le département de la répartition de la SACEM ont apporté à l'identification des œuvres et de la mise en répartition.

L'identification des œuvres diffusées et la mise en répartition de ces œuvres est un travail difficile prenant en compte que les utilisateurs ne communiquent pas toujours les informations de diffusions, obligation pour garantir une répartition transparente.

Les relations avec les sociétaires sont productives et la SACEM Luxembourg essaie avec des moyens pragmatiques de combiner les avantages de son site internet avec les outils de celui de la SACEM. Les locaux de la SACEM Luxembourg permettent un accueil optimal aux affiliés afin qu'ils puissent recevoir toutes les informations nécessaires quant au suivi de leur catalogue. Ainsi la SACEM Luxembourg a pu accueillir ses membres et ses clients au quotidien dans ses locaux pour leur expliquer les différentes démarches dans leurs relations avec la SACEM, quant au traitement des réclamations et pour avoir un conseil au niveau des spécificités du marché de la musique au Luxembourg. De l'autre côté les offres disponibles sur le site internet de la SACEM se développent et donnent une possibilité flexible aux ayants droits de rentrer en contact avec leur gestion collective. Au total les auteurs, compositeurs et éditeurs de musique actifs au Luxembourg, ont déclaré **15 97 œuvres** à la SACEM dont 676 via le portail en forme digital et 921 sous format papier.

Cette procédure d'une déclaration en ligne via l'espace sociétaire diminue les sources d'erreur dans l'encodage et facilite l'identification des œuvres lors des différentes utilisations. Les membres ont également une plus grande indépendance par rapport aux heures d'ouverture des bureaux de la SACEM Luxembourg ce qui est particulièrement important pour la signature de bulletins de déclarations lorsque des distances importantes séparent les différents ayants droits.

Le travail de la SACEM Luxembourg ne se résume pas qu'aux aspects concernant les relations entre les sociétaires et la SACEM mais englobe également un travail d'information au sujet de la musique et de la gestion des droits y correspondant.

## GESTION

---

Le résultat de l'exercice représente une perte comptable qui s'insère dans la suite logique de la maintenance d'une commission de collecte réduite pour maximiser les retours aux artistes. La SACEM Luxembourg continue une gestion prudente en essayant de maximiser les retours pour les auteurs, compositeurs, éditeurs et leurs respectifs ayants droits.

Les frais de fonctionnement de la SACEM Luxembourg dans ce contexte s'élèvent à **670 K€** en 2018.

Les locaux adaptés de la SACEM Luxembourg et les outils informatiques mis à la disposition des membres et utilisateurs maintiennent et stabilisent les relations professionnelles avec ces derniers.

L'analyse comptable se fait en étroite collaboration avec le département financier et comptable de la SACEM. Afin de mieux équilibrer les comptes de gestion de la SACEM Luxembourg, les commissions de perceptions ultra réduites, appliquées depuis 2014 ont été maintenues en 2018. Cette gestion se fait toujours au profit des ayants droits représentés par la SACEM Luxembourg au Luxembourg mais reste assez réaliste pour éviter des problèmes de trésorerie.

**Marc Nickts**

Gérant

Aux Associés et au Conseil de Surveillance de

**Sacem Luxembourg, Société Civile**

76 – 78, rue de Merl

L - 2146 Luxembourg

**RAPPORT SUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS**

**OPINION**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Sacem Luxembourg S.C., comprenant le bilan au 31 décembre 2018 ainsi que le compte de profits et pertes et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et les notes aux états financiers, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que les résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

Nous avons effectué notre audit en conformité avec la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de la loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'Entreprises Agréé pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes également indépendants de la Société conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**AUTRES INFORMATIONS**

La responsabilité des autres informations incombe au Gérant. Les autres informations se composent des informations contenues dans le rapport de transparence mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de Réviseur d'Entreprises Agréé sur ces états financiers.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

## **RESPONSABILITÉS DU GÉRANT POUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Le Gérant est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des états financiers en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, c'est au Gérant qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Gérant a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

## **RESPONSABILITÉS DU RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ POUR L'AUDIT DES ÉTATS FINANCIERS**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport du Réviseur d'Entreprises Agréé contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par Le Gérant, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par Le Gérant du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;

Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

#### **RAPPORT SUR D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES**

Le rapport de transparence est en concordance avec les états financiers et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Luxembourg, le 11 avril 2019

Pour PKF Audit & Conseil  
Cabinet de Révision Agréé



Jean Medernach  
Associé

**SACEM Luxembourg, Société Civile**  
**76 - 78, rue de Merl,**  
**L-2146 Luxembourg**

**Bilan au 31 décembre 2018**

**Actif**

	<b>31/12/2018</b>	<b>31/12/2017</b>
<b>Actif immobilisé</b>		
<b>Immobilisations incorporelles</b>		
Logiciels / site internet	13 757,66	13 757,66
Amortissement logiciels / site internet	(13 757,66)	(13 757,66)
<b>Immobilisations corporelles</b>		
Matériel informatique / mobilier / aménagements	252 933,01	318 325,03
Amortissement matériel informatique / mobilier /aménagements	(223 829,27)	(245 944,92)
<b><u>Total Actif immobilisé</u></b>	<b><u>29 103,74</u></b>	<b><u>72 380,11</u></b>
<b>Actif circulant</b>		
<b>Créances</b>		
Usagers notifiés	208 147,93	163 055,15
TVA à récupérer	2 450,98	-
<b>Disponibilités</b>		
Avoirs en banques et encaisse	815 130,95	366 477,15
<b><u>Total Actif circulant</u></b>	<b><u>1 025 729,86</u></b>	<b><u>529 532,30</u></b>
<b>Comptes de régularisation</b>	<b><u>4 859,92</u></b>	<b><u>4 373,08</u></b>
<b>Total Actif</b>	<b><u><u>1 059 693,52</u></u></b>	<b><u><u>606 285,49</u></u></b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels



## Bilan au 31 décembre 2018 (suite)

### Passif

	31/12/2018	31/12/2017
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social	10 000,00	10 000,00
Résultat de l'exercice	-	-
<b><u>Total Capitaux propres</u></b>	<b><u>10 000,00</u></b>	<b><u>10 000,00</u></b>
<b>Dettes</b>		
Dettes envers les associés et dettes envers des organismes de gestion collective des droits d'auteurs	743 453,19	322 948,03
Sociétaires de Sacem Luxembourg	1 898,68	828,62
Clients créditeurs	4 784,81	3 162,69
Fournisseurs	29 194,82	18 594,26
Dette fiscales et sociales	34 059,94	34 880,93
Créditeurs divers	34 216,70	37 567,78
Droit notifiés	202 085,38	178 303,18
<b><u>Total Dettes</u></b>	<b><u>1 049 693,52</u></b>	<b><u>596 285,49</u></b>
<b>Total Passif</b>	<b><u>1 059 693,52</u></b>	<b><u>606 285,49</u></b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

## Comptes de Profits et Pertes pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

	31/12/2018	31/12/2017
<b>Produits d'exploitation</b>		
Commissions sur droits collectés	652 863,18	623 004,89
<b>Total Produits d'exploitation</b>	<b>652 863,18</b>	<b>623 004,89</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Services extérieurs	(35 536,46)	(38 915,45)
Autres charges d'exploitation	(264 080,90)	(267 133,95)
Salaires et traitements	(394 973,12)	(393 011,59)
Charges sociales couvrant les salaires et traitements	(49 979,85)	(50 312,83)
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	(49 726,37)	(47 120,68)
<b>Total Charges d'exploitation</b>	<b>(794 296,70)</b>	<b>(796 494,50)</b>
Intérêts et produits assimilés	352,01	414,09
Intérêts et charges assimilées	(1 512,96)	(1 341,71)
Subventions des organismes de gestion collective des droits d'auteurs pour l'action culturelle au Luxembourg	125 000,00	125 000,00
Produits exceptionnels	4 743,00	18 114,84
Charges exceptionnelles	(1 740,60)	(14,15)
Subvention d'équilibre	15 366,07	32 090,54
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>774,00</b>	<b>774,00</b>
Impôts fonciers	(774,00)	(774,00)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

## Tableau des flux de trésorerie

	<u>31.12.2018</u>	<u>31.12.2017</u>
	<u>EUR</u>	<u>EUR</u>
Résultat de l'exercice	0,00	0,00
Variation des amortissements sur immobilisations corporelles	49 726,37	47 120,68
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>49 726,37</b>	<b>47 120,68</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		
Compte de régularisation actif	(486,88)	943,57
Clients / facture à établir	(43 470,66)	(899,78)
Fournisseurs / fractures à recevoir	5 608,56	6 997,85
Dettes fiscales, sociales et de TVA	(1 631,10)	(13 371,30)
Autres actifs/passifs court terme	24 852,31	937,81
	<b>(15 127,77)</b>	<b>(6 335,42)</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>34 598,60</b>	<b>41 728,83</b>
Investissements en immobilisations corporelles	(6 450,00)	(2 892,10)
<b>Flux de trésorerie d'investissement</b>	<b>(6 450,00)</b>	<b>(2 892,10)</b>
Variation des dettes envers les associés et les organismes de gestion collective	435 871,27	(222 648,07)
Financement groupe/associés	(15 366,07)	(32 090,54)
<b>Trésorerie de financement</b>	<b>420 505,20</b>	<b>(254 738,61)</b>
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>448 653,80</b>	<b>(215 901,88)</b>
	=====	=====
Trésorerie et éléments de trésorerie à la clôture	815 130,95	366 477,15
Trésorerie et éléments de trésorerie à l'ouverture	366 477,15	582 379,03
<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>448 653,80</b>	<b>(215 901,88)</b>
	=====	=====

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels

**SACEM LUXEMBOURG, Société Civile**  
**76-78, Rue de Merl**  
**L-2146 LUXEMBOURG**

**Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018**

**1. GENERALITES**

SACEM LUXEMBOURG est une société civile de droit luxembourgeois constituée le 8 novembre 2002 pour une durée illimitée. La société est enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés au Luxembourg sous le numéro RCS Lux E 450.

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

La société a pour objet l'exercice et l'administration, au Grand-Duché de Luxembourg, de tous les droits d'auteurs relatifs à l'exécution publique, la représentation publique, ou la reproduction d'œuvres artistiques protégées, et notamment la perception et la répartition des redevances provenant de l'exercice desdits droits.

Elle peut exercer tout mandat général ou particulier qui pourrait lui être confié par ses associés ou par toute personne physique ou morale ou par tout organisme ayant des droits à gérer et à répartir conformément à l'objet social.

Elle peut défendre les intérêts matériels et moraux de ses associés et de ses mandants et de ses cédants éventuels, ainsi que des sociétaires, membres ou ayants droits desdits associés et mandants et cédants éventuels, dans les limites de l'objet social.

Elle peut participer à tous accords individuels ou collectifs, conférer des mandats même généraux, sous-traiter tout ou une partie de ses activités à des tiers compétents et de manière générale accomplir tous actes de nature à favoriser directement ou indirectement son objet social ou à permettre son accomplissement.

La société a repris les activités exercées précédemment au Luxembourg par la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, société civile de droit français, dénommée "SACEM", et la société pour l'administration du droit de reproduction mécanique des auteurs, compositeurs éditeurs, société civile de droit français, dénommée "SDRM". Ces activités étaient exercées auparavant par le biais d'une Délégation Générale. La société a repris les structures, droits et obligations de cette délégation avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

## **SACEM LUXEMBOURG, Société Civile**

### **Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018 (suite)**

## **2. PRINCIPALES REGLES D’EVALUATION ET METHODES COMPTABLES (SUITE)**

### **Présentation des comptes**

La société présente ses comptes suivant un schéma propre à son activité. La loi du 25 avril 2018 relative à la gestion collective des droits d’auteur et des droits voisins et l’octroi de licences multi territoriales de droits sur des œuvres musicales en vue de leur utilisation en ligne dans le marché intérieur impose aux organismes de gestion collective des droits d’auteurs de publier, sur leur site internet, un rapport de transparence annuel incluant les comptes annuels.

### **Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent des logiciels et les frais liés au site internet de la société qui ont été amorti linéairement sur une durée de 3 ans.

### **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d’acquisition. Elles sont amorties linéairement en fonction de leur durée de vie estimée.

### **Créances**

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale.

Les usagers notifiés comprennent les droits facturés aux usagers dont le paiement n’a pas été effectué à la date de clôture de l’exercice social.

### **Avoir en banques et encaisse**

Les avoirs en banques sont repris à leur valeur nominale.

### **Dettes**

Les dettes sont évaluées à leur valeur nominale.

Les dettes envers les organismes de gestion collective représentent la part des droits facturés et encaissés à reverser aux sociétés d’auteurs et compositeurs, diminués des commissions sur droits revenant à la Sacem Luxembourg.

Les droits notifiés sont un passif non exigible. Après encaissement des usagers notifiés par Sacem Luxembourg, ces droits deviendront une dette envers les organismes de gestion collective, diminués des commissions sur droits revenant à la société.

## **SACEM LUXEMBOURG, Société Civile**

### **Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018 (suite)**

#### **Retenues sur droits**

Les retenues sur perceptions de droits reprennent les droits notifiés encaissés, déduction faite de la part revenant aux sociétés d'auteurs. Elles sont en principe déterminées de manière à permettre à la société de couvrir ses frais de fonctionnement, dans le respect de son objet social.

## **2. PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION ET METHODES COMPTABLES (SUITE)**

#### **Subvention d'équilibre**

Ce poste du compte de profits et pertes permet d'équilibrer le compte de gestion afin que celui-ci présente un résultat nul à la fin de l'exercice. La contrepartie de ce poste est une dette à caractère générale envers les organismes de gestion collective.

#### **Subventions des organismes de gestion collective des droits d'auteurs pour l'action culturelle au Luxembourg**

La société perçoit des subsides pour soutenir des actions culturelles. Les soldes non utilisées au cours de l'exercice sont reportées pour utilisation sur une année ultérieure.

#### **Conversion des devises**

La société tient sa comptabilité en Euros (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les opérations libellées en devises autres que EUR sont enregistrées au cours de change en vigueur à la date de l'opération.

## SACEM LUXEMBOURG, Société Civile

### Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018 (suite)

#### 3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

	Logiciels / site internet EUR	Matériel informatique / mobilier / aménagement EUR
Valeur d'acquisition au début de l'exercice	13.757,66	318.325,03
Augmentation de l'exercice	-	6.450,00
Sorties de l'inventaire		(71.842,02)
Diminution de l'exercice	<u>-</u>	<u>-</u>
Valeur d'acquisition à la fin de l'exercice	<u>13.757,66</u>	<u>252.933,01</u>
Corrections de valeur au début de l'exercice	( <u>13.727,66</u> )	(245.944,92)
Amortissements de l'exercice	-	(49.726,37)
Reprises des sorties de l'inventaire		71.842,02
Reprises de l'exercice	<u>-</u>	<u>-</u>
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	<u>(13.757,66)</u>	<u>(223.829,27)</u>
Valeur nette au début de l'exercice	-	72.380,11
Valeur nette à la fin de l'exercice	- =====	29.103,74 =====

Le poste matériel informatique / mobilier / aménagement se compose principalement des coûts d'aménagement des bureaux loués par la société et de mobilier de bureaux.

#### 4. CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit s'élève à EUR 10.000 et est représenté par 100 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

## **SACEM LUXEMBOURG, Société Civile**

### **Annexe aux comptes annuels au 31 décembre 2018 (suite et fin)**

#### **5. DETTES ASSOCIES ET ORGANISMES DE GESTION COLLECTIVE**

Les dettes Associés et Représentants d'Auteurs comprennent principalement des dettes envers les Associés de la société, des dettes envers les représentants d'auteurs et des excédents non-distribuables des exercices antérieurs.

#### **6. PERSONNEL**

Effectif moyen au cours de l'exercice : 7 employés.

#### **7. TAXATION**

La société civile est transparente au regard du droit fiscal.

#### **8. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

Au 31 décembre 2018, la société avait des engagements financiers envers des sociétés de leasing s'élevant à EUR 13.050,00 (2017 : EUR 18.450,00).